

Si mineurs

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

4/1

Pour cette 4^e saison, le Ligueur et le CIRÉ mettent en lumière des initiatives citoyennes qui entourent et soutiennent des enfants migrants à différents moments et sur différents aspects de leur parcours.



La Petite
École:
quelle classe!

A priori tout va bien. Quand un enfant exilé arrive en Belgique, il peut retrouver le chemin de l'école. Mais que se passe-t-il pour ceux qui n'ont jamais été scolarisés ? Il manque une étape. En 2015, deux institutrices ont créé la Petite École avant la grande, l'officielle. Avec des bénévoles, de l'engagement, des dons privés. Aujourd'hui les pouvoirs publics ont pris le relais. Mais la Petite École reste une expérience unique. À essayer.

En couverture : Fati, 9 ans, nous ouvre grand les portes de cette école « hyper importante »
Ci-dessous : La classe vue depuis la vitrine du Boulevard du Midi

L'école qui desserre les corps et les esprits

La Petite École ? Celle juste avant la « grande », comme on dit dans cet incomparable lieu qui a pignon sur rue. La grande école ? La vraie, celle où, une fois bien dans leurs pompes, les quelques 130 enfants passés par la première foulent ses sentiers.

Par YVES-MARIE VILAIN-LEPAGE

Capitale du pays. Dans l'Anderlecht qui chatouille Saint-Gilles. Enfants, parents, profs, bénévoles, sortent et rentrent d'une ancienne échoppe transformée en salle de classe. Porte franchie, nous voilà directement entraînés dans un tourbillon. L'équipe qui accompagne cet après-midi les enfants sur place n'a pas besoin de nous mettre à l'aise, les enfants s'en chargent. Un petit groupe entre 9 et 13 ans. D'origine afghane, sénégalaise, mauritanienne, marocaine. Ils nous montrent leurs travaux, racontent leurs aventures du quotidien. Corentin, prof, encadre, sous l'œil attentif et attendri de Marie Pierrard, directrice et fondatrice.

« On commence avec des doudous »

Retour aux origines. Août 2015, Marie Pierrard et Juliette Pirlet, alors enseignantes, baguenaudent dans le parc de La Rosée à Anderlecht. Elles rencontrent un groupe de 200 migrants. Principalement des Syriens. Très vite, des parents leur demandent s'il est possible d'enseigner le français à leurs enfants. Ni une, ni deux, les cours débutent au grand air. Sur 60 gamins, 58 seront scolarisés. Le projet est né. La formule se poursuit. Très vite, elles trouvent les premiers locaux. Depuis, le projet ne fait que se déployer. Il repose d'abord sur une philosophie immuable. Marie Pierrard, sa directrice, explique : « *Apaisement, confiance en soi, ritualisation du temps, résilience, attention. Les espaces sont définis en fonction des besoins des enfants. Une salle de classe, oui, mais aussi une cuisine pour les petites manipulations et la mise en pratique des apprentissages. Un espace de jeux parce que beaucoup d'enfants n'ont jamais eu l'occasion d'en faire. On leur donne des figurines, ils ne comprennent pas ce que c'est. Alors ils commencent avec des doudous et, petit à petit, ils s'ouvrent, emploient un petit bac à sable comme média. Tout ça, ça s'apprend* ».

La directrice s'arrête sur chaque parcelle de la Petite École, elle en connaît les moindres recoins qu'elle a constitués comme un cabinet de curiosité vivant et inspirant. Des rangements aux cartes postales, tout est dédié à la pédagogie, sans en avoir l'air. Chaque explication est interrompue par Marie qui interpelle des passants sur le boulevard, aperçus depuis la vitrine de l'école. « *Oh, excusez-moi, il faut absolument que j'aille leur dire bonjour* ». L'emplacement transforme le quartier en famille. Un clan où chacun connaît l'autre, veille et évolue avec. La visite continue. On nous présente les œuvres des enfants, les travaux d'observation, de motricité, d'expression. Jadis prof d'histoire de l'art, c'est avec des représentations d'œuvres que Marie Pierrard fait travailler ses élèves. Mais pas seulement. L'échoppe voisine constitue l'espace atelier, où les enfants travaillent la menuiserie, la terre, le théâtre... tout est dirigé dans un objectif unique : la confiance en soi de l'enfant. Tiens, puisqu'on en parle, allons les voir.

Préserver le lien

Journée un peu spéciale en ce mercredi midi, puisque l'école s'ouvre aux anciens élèves. Ceux qui sont justement passés de l'autre côté du rivage, à savoir « la grande école ». Le petit groupe présent a fait sa rentrée en septembre dans une école voisine. Au moment où on les retrouve, ils sont en pleine expérience. Huile, eau, colorant, savon, ils

Marie Pierrard, dans l'espace atelier



« Quand on les remet dans le bain de la scolarité, on ne les lâche pas comme ça »

doivent obtenir quatre couleurs distinctes. Le but, on le devine : faire travailler la motricité fine. Là où ça coince chez les enfants contraints par l'exil.

Fati, 9 ans, remise dans le bain de la scolarité, veut tout nous raconter de sa nouvelle vie. Ses copines, les cours, la lecture qu'elle adore, les bagarres. Elle s'exprime à merveille, elle qui ne parlait que peu à son arrivée. D'ailleurs, on la voit traduire à des plus grandes qui ont plus de mal à s'exprimer. C'est une des bases, les élèves sont aussi traducteurs. Tous ces enfants ont plein de choses à raconter. « *Ils savent qu'on les suit. L'idée, c'est qu'à partir du moment où on les remet dans le bain de la scolarité, on ne les lâche pas comme ça. On va voir dans l'école, ils viennent nous revoir, on connaît les parents... aucun lien n'est rompu* ».

Sana, 10 ans, raconte son arrivée en Belgique depuis Kaboul. Teintée de retrouvailles et d'une coupure que l'on devine anxiogène avec son papa. « *Vous savez, vous devez dire que la Petite École aide les gens. Beaucoup. Et il faudrait dire aussi aux parents que c'est très important de s'intéresser au travail de leurs enfants. Ça compte énormément pour nous* ».

On ne peut qu'être admiratif du travail effectué par toute l'équipe. Qu'est-ce qui explique ce si bon équilibre ? Le fait que le projet se soit construit sur le terrain ? « *On a mis cinq ans à le construire pour qu'il soit tel qu'il est aujourd'hui. On ne se permet pas de trop longue réflexion. Parce que les enfants sont là, tous les jours. Donc on avance. L'étape d'après, c'est la diffusion d'informations, de formations* ». L'équipe est constituée de deux temps plein, trois mi-temps et de trois bénévoles. À cela s'ajoute, une chercheuse en philosophie qui écrit un mémoire sur les enseignements. Le travail de plaidoyer de l'équipe a permis de créer une forme d'attention sur l'adaptation, la prise en charge au système scolaire des enfants en exil. Pas par manque de compétences du corps enseignant, mais faute de moyens que se donne l'institution scolaire. À la Petite École, les élèves arrivent après un énième rejet. Personne ne leur a consacré le temps et l'attention suffisante. La directrice conclut : « *Quand ils arrivent, ils ont le corps serré. Petit à petit, ils se délestent. On remet du souffle, de l'espace dans leurs petits corps, pour leur permettre de mieux grandir* ». ♦



S'adapter aux enfants

Quatre questions à **Nathalie**, bénévole



portrait de l'enfant à son prof : son histoire, son parcours, son aisance sociale avec les enfants et les adultes. C'est un moment important et apprécié par l'école, qui permet de mieux comprendre l'élève et son comportement.

On leur explique que le lien avec la Petite École n'est pas cassé. L'enfant peut y revenir. Le mercredi, par exemple, pour la Petite École des Devoirs. Ce n'est pas obligatoire, mais ça permet de continuer le travail avec le jeune, de maintenir une relation avec les parents parfois. Nos interventions sont variées. Elles se font en fonction de la demande, des besoins et des événements.

Vous partagez expérience et temps avec la Petite École. Dans l'autre sens, que tirez-vous de votre investissement pour ce lieu ?

Je suis ici pour les enfants, pas pour en retirer quelque chose. Mais en tant qu'institutrice, je dois laisser mes habitudes professionnelles à la maison. Je m'ouvre à une autre réalité pédagogique, avec de nouvelles difficultés. Pour tout l'aspect thérapeutique, par exemple, je me suis formée sur le tas. Des enfants arrivent avec une quête ou un oubli de l'identité. Comment est-ce qu'on gère ça ? On apprend sur le moment, même si on est enseignant.

Puis il y a la dimension culturelle qui est extrêmement

riche à la Petite École. On accueille ici, on ne fait pas de l'intégration. On s'adapte aux codes des enfants et vice versa. Je découvre une autre dimension de mon métier.

Comment devient-on bénévole à la Petite École ?

Les personnes sont engagées en fonction des besoins des enfants. Un menuisier vient d'arriver, par exemple. Avec lui, les enfants ont une accroche à l'apprentissage. Ils apprennent à prendre des initiatives, travaillent les sens et la confiance en eux. Il y a aussi une potière. Avec ces personnes, le langage des jeunes évolue. Chaque action, chaque outil a un nom. Les enfants n'ont pas l'impression d'apprendre, et pourtant.

Comment fait-on pour ne pas ramener les histoires de ces enfants à la maison ?

Au début du projet, on s'est rendu compte que c'était compliqué pour les travailleurs de décrocher réellement. De ne plus penser à ce qu'on avait entendu, à ce qu'on n'était pas parvenu à résoudre durant la journée. On a donc invité une pédopsychiatre lors de nos réunions. Avec son regard extérieur, elle nous a tout de suite donné des clés pour résoudre les situations qui nous mettaient en difficulté. Même si l'attachement avec les enfants est important, on rentrerait plus serein chez soi. ♦

Nathalie est institutrice primaire en pédagogie active. Arrivée lors d'une journée porte ouverte de la Petite École, elle n'est jamais repartie. Après deux années de travail à mi-temps, elle s'active aujourd'hui comme bénévole.

Par VINCENT DE LANNOY

Quel est votre rôle au sein de la structure ?

Depuis que je suis devenue bénévole, je travaille au suivi scolaire des enfants qui arrivent à la grande école. Je vais les inscrire dans une école partenaire, visiter l'établissement avec eux et leur présenter les institutrices ou instituteurs. Peu après la rentrée, on amène un

Il faudrait d'autres Petites Écoles

En Fédération Wallonie-Bruxelles, la Petite École est l'unique dispositif pédagogique qui propose aux enfants une étape transitoire sur le chemin de la scolarité

Par VINCENT DE LANNOY

Ces enfants ont fui des passés compliqués. Ils sont arrivés en Belgique parfois traumatisés par le chemin de l'exil, avec des parcours scolaires différents, voire inexistant. Mais ils prendront tout de même le chemin de l'école, obligatoire à partir de 5 ans depuis la rentrée 2020.

« L'essentiel de la stratégie de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour accueillir les enfants peu scolarisés auparavant, c'est le DASPA. Le Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés qui s'organise directement avec et dans les écoles », constate Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant. Par l'enseignement du français et des remédiations, ce dispositif vise à ramener les enfants à un niveau d'étude donné, en fonction de leur âge. Il permet aux écoles d'être créatives, de créer des groupes en fonction des niveaux, mais s'inscrit toujours dans un cadre scolaire. Sur une chaise, derrière un banc. « Les enseignants des dispositifs DASPA sont préparés à travailler avec des élèves qui n'ont jamais fréquenté une école. Mais, à cause de leur parcours d'exil, certains enfants présentent des fragilités comportementales et cognitives qui ne leur permettent pas de bénéficier immédiatement de l'encadrement en DASPA », observe le cabinet de la ministre de l'Éducation, Caroline Désir (PS).

En Fédération Wallonie-Bruxelles, la Petite École est la seule expérience qui prépare ces enfants à entrer dans la cour de la grande école. Aucune initiative similaire n'a encore vu le jour en Wallonie.

« D'abord la sécurité »

Au moins trois questions se posent lorsqu'un enfant en exil s'installe, même temporairement, sur le sol belge. Est-ce qu'il parle la langue d'apprentissage ? Est-ce qu'il

a déjà été scolarisé ? Est-ce qu'il souffre d'un traumatisme ?

« L'enseignement classique ne prend pas assez en compte les traumatismes liés à l'exil. C'est le gros manquement en Fédération Wallonie-Bruxelles », analyse Aurélie Harnould, coordinatrice MENA (mineurs étrangers non accompagnés) à la région sud de Fedasil. Les jeunes qui arrivent dans les centres de l'agence fédérale ont, même avec un dispositif particulier comme le DASPA, parfois du mal à s'investir directement dans l'apprentissage d'une langue et à se projeter plus loin, d'imaginer un titre de séjour. « En Occident,

« L'enseignement classique ne prend pas assez en compte, les traumatismes liés à l'exil »



la place des enfants, c'est à l'école. Mais les MENA qu'on accompagne sont dans le 'ici et maintenant'. Ces enfants recherchent d'abord la sécurité », remarque la coordinatrice. Elle regrette l'absence de lien entre l'école et le travail réalisé dans les centres Fedasil pour apaiser et stabiliser les enfants. « Il y a une méconnaissance involontaire des élèves qui fréquentent nos centres de la part du corps professoral ».

À Fedasil, chaque centre se débrouille donc avec son réseau pour accompagner psychologiquement les jeunes. Des collaborations avec des organisations externes qui proposent un accompagnement psychosocial sont imaginées. Comme Tabane à Liège, Ulysse à Bruxelles. Il y a aussi des psychologues et des pédopsychiatres qui consacrent une partie de leur temps à écouter ces enfants qui découvrent l'école.

Une scolarisation erratique

Combien sont-ils ces enfants réfugiés qui n'ont jamais (r)accroché au système scolaire ? Incalculable, selon Bernard De Vos. Chaque enfant arrive en Belgique avec son bagage : ses ambitions, ses craintes, ses difficultés, ses capacités, parfois sa famille. Les profils variés et les envies de rester en Belgique plus ou moins longtemps rendent la problématique difficilement quantifiable.

Parmi les 6 500 MENA qui résident actuellement dans le réseau Fedasil, 7% ne demandent pas l'asile. Certains s'arrêtent pour souffler avant de repartir. Même si tous

doivent se rendre à l'école, ce n'est pas évident d'expliquer l'obligation scolaire à des adolescents qui préfèrent chercher une formation rémunérée, témoigne Aurélie Harnould. Surtout s'ils n'ont jamais passé la porte d'un établissement scolaire.

Puis, il y a ceux qui ne sont pas primo-arrivants. « Certains enfants sont en séjour illégal depuis des années en Belgique », observe le délégué général aux droits de l'enfant. « Dans les grands centres-villes, on trouve par exemple des familles roms dont les enfants fréquentent l'école de manière très erratique. » Les enfants se rendent généralement en classe en hiver, lorsque les familles sont hébergées dans des abris. Et décrochent quand les parents doivent redormir en rue. « Comme si la rue était acceptable l'été », s'insurge Bernard De Vos. « L'école suit le même rythme que l'aide au logement, et c'est un gâchis. Car le seul espoir qu'on peut avoir pour ces enfants est que l'école leur amène une série d'aptitudes pour dépasser le statut social très rudimentaire de leurs parents. En logeant à la rue, on ne peut pas espérer de miracle. Il n'y a pas grand-chose pour aider ces enfants en Fédération Wallonie-Bruxelles, mais la Fédération ne peut pas tout. Dans ce cas-ci, le décrochage scolaire est aussi lié au statut légal des parents sur le territoire. »

« Le décrochage scolaire

est aussi lié au statut légal des parents sur le territoire »

Susciter de nouvelles initiatives

Tant Aurélie Harnould que Bernard De Vos saluent l'initiative de la Petite École, qui vient combler un manque dans le parcours de vie de ces enfants. Selon eux, il faudrait d'autres Petites Écoles. Des projets similaires, pas identiques, qui s'inventent en fonction des travailleurs, des bénéficiaires et des lieux. Car, pour le moment, ce dispositif pédagogique et thérapeutique évolue seul en Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est d'ailleurs un des objectifs de la Petite École : servir de laboratoire pour aider d'autres idées à se développer. Tout en infusant de nouvelles réflexions dans l'institution scolaire.

Dès 2016, Marie Pierrard et Juliette Pirllet ont entamé un travail politique pour la reconnaissance de leur travail et l'institutionnalisation de la structure. Elles ont obtenu un mi-temps pédagogique de la part

de Marie-Martine Schyns (Les Engagés, ex-cdH), ministre de l'Éducation de l'époque, et un autre de Rachid Madrane (PS), ancien ministre de l'Aide à la jeunesse. Soit 25 000 euros pour chaque contrat à temps partiel. En 2020, la nouvelle ministre de l'Éducation accorde deux temps pleins (ETP) à la Petite École (115 000 euros). Un troisième est financé par des donations privées. La structure fonctionne donc désormais avec 3,5 ETP, 30 000 euros de subvention du DASC (Dispositif de soutien aux activités d'accompagnement à la scolarité et à la citoyenneté des enfants et des jeunes) tous les trois ans et des donations privées. « En 2016, nous étions subventionnées à 80% par le privé et 20% par le public. Depuis 2020, c'est inversé. On est plutôt à 60% de fonds publics et 40% de fonds privés », compte Marie Pierrard.

Un travail a été entamé en octobre 2020 avec le cabinet de la ministre Désir, ainsi que deux associations travaillant avec un public similaire : l'asbl Tchäï (qui travaille avec les adolescents lorsque la scolarisation n'est plus possible, et présentée dans le Si Mineurs 3 de la saison 3) et la Fondation Joseph Denamur (centre d'accueil et d'hébergement). Comment pérenniser ces structures innovantes mais précaires ? Et comment permettre à d'autres de voir le jour ? « Des réflexions pour dégager une solution structurelle sont en cours et s'inscrivent dans le cadre du chantier 13 du Pacte d'excellence qui porte sur le décrochage scolaire », indique le cabinet de la ministre Caroline Désir. « On cherche à élargir une case qui existe déjà au sein du système scolaire pour pouvoir y introduire les idées de Tchäï et d'autres futures initiatives », précise Marie Pierrard.

Institutionnalisée, est-ce que la Petite École existera encore ? « Peut-être que ce sera la fin. Parce que nous sommes dans une marge. Est-ce qu'on existera toujours lorsqu'on aura aboli cette marge ? On n'en sait rien », admet Marie Pierrard. Pour elle, la force de la Petite École est d'être financée par des aides publiques et privées. Une situation qui lui donne une certaine liberté. Dans ses locaux, on ne parle pas de compétences, et on n'en entendra jamais parler. Mais il y a des objectifs, et le principal, c'est d'amener les enfants vers l'autre école, la grande. ♦



Multiplions

Il n'y a pas de recette pour bien faire. Pas de formule miracle face à l'épineuse et douloureuse question de l'exil. Cependant, s'il fallait tirer des enseignements de la Petite École, on pourrait dire qu'il s'agit d'un projet né de l'enfant pour s'adapter à ses besoins. Pas l'inverse. Nous sommes à mille lieues des mille et un dispositifs de remédiation scolaire qui imposent. Ces derniers qui disent implicitement à des enfants passés par des situations qu'ils n'auraient jamais dû vivre, « Adapte-toi ou abandonne ».

Encore une fois, soutenons toutes ces initiatives nées de passion, d'urgence, de savoir-faire, de patience. Elles (ré)interrogent et notre façon d'accueillir et notre façon d'enseigner. Une Petite École, un centre comme Tchäï que l'on vous a présenté précédemment nous montrent bien que chaque enfant, issu de l'exil ou non, devrait bénéficier de pareils appuis. Éduquer tous les enfants, en garantissant leur intégration et leur épanouissement. Et si on s'en donnait les moyens ? Et si on multipliait toutes ces petites écoles qui font si bien grandir ?

Séance henné, l'Aïd n'est pas loin. « Interdit aux garçons » insiste formellement toute la bande.

